

Pôle de Renaissance

Communiste en France

P.R.C.F

www.PRCF.fr

Le PRCF met à la disposition des progressistes un **Appel progressiste pour la sortie de l'euro**: c'est une question de vie ou de mort pour la nation, pour la jeunesse et pour la classe ouvrière!

Appel national

Pour ne pas « y rester », la France doit sortir de l'euro!

Mise en place sans consultation de notre peuple, la monnaie unique européenne s'est révélée extrêmement négative pour notre pays, plongé dans une grave crise économique, sociale, politique et morale: arme de destruction massive au service du Capital, de l'Europe supranationale et de l'actuel gouvernement...

- *...l'euro détruit le pouvoir d'achat populaire* en comprimant les salaires, en détruisant les acquis (retraites, remboursements maladies, indemnisation du chômage, logement social...) et en justifiant l'asphyxie des services publics: hôpital public, Education nationale, Recherche publique, Equipement, poste, transports, énergie, etc.
- *surévalué par rapport au dollar et au yuan, l'euro « plombe » les exportations françaises et contribue à la casse du « produire en France »* (industrie, agriculture, élevage, pêche...);
- *l'euro étouffe tous les peuples d'Europe*; loin d'être un facteur d'union entre les peuples, il justifie partout l'austérité salariale, la concurrence et le moins-disant social entre les travailleurs;
- *au nom de l'euro, la souveraineté de notre pays est étouffée*: N. Sarkozy a honteusement proposé que le budget de la nation soit soumis aux eurocrates bruxellois avant d'être présenté au parlement français!
- La mise en place, en France et en Europe, du plan d'austérité institué « pour sauver l'euro » à la demande d'A. Merkel et de N. Sarkozy, aboutit dans notre pays au démantèlement des conquêtes de 1945: *Sécu, retraites, services publics*, etc.

C'est pourquoi *les signataires de cet appel, citoyens de toutes sensibilités, se prononcent pour que la France sorte de l'euro*, non pour que notre pays se replie sur lui-même, mais pour qu'il se reconstruise sur la base des grands principes du CNR.

Ce retour à sa souveraineté monétaire n'isolerait pas notre pays: rejeter l'actuelle « construction européenne » fondée sur la concurrence sauvage entre les peuples permettrait au contraire à la France de nouer de nouveaux rapports de coopération avec tous les pays du monde.

Violant le *Non* français à la constitution européenne, le *Traité de Lisbonne* ne peut être opposé à l'exigence d'en finir avec l'euro car *nul traité supranational ne saurait prévaloir sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*.

NOM Prénom	Qualité	Adresse	Courriel	Signature

